

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	22	3

N° de la séance : 02

Objet de la délibération : DGA / VSC -
Thématique "Accès au Droit" - Attribution
de subventions aux associations pour
2020

<p> Original Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services</p> <p>Stéphane PINTRE</p>

N° Enregistrement : BC.2020.082

<p>Date de la convocation : Le 24/07/2020</p> <p>Certifié exécutoire compte tenu</p> <p>de l'affichage en date du - 5 AOUT 2020</p> <p>de la réception s/Préfecture en date du - 3 AOUT 2020</p> <p>Pour le Président, La Responsable de Service</p> <p> Corinne SAINTE</p>

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 30 juillet 2020

L'an deux mil vingt et le 30 juillet à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort Carré - avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

ABSENTS :

Jean-Bernard MION, Jean-Pierre MASCARELLI, Jean-Paul ARNAUD

Monsieur LUCIANO,

L'accès au droit consiste à offrir, dans des lieux accessibles à tous, des services :

- d'information sur les droits et devoirs des personnes,
- d'orientation vers les structures chargées d'assurer ou de faciliter l'exercice des droits,
- d'aide à l'accomplissement des démarches nécessaires à l'exercice d'un droit ou l'exécution d'une obligation,
- d'assistance par un professionnel compétent au cours de procédures non juridictionnelles, devant certaines commissions ou devant certaines administrations.

Dans ce cadre, la C.A.S.A. apporte, depuis plusieurs années, une aide sous forme de subventions à un certain nombre d'associations œuvrant sur son territoire.

Un appel à projets a été lancé en fin d'année 2019 afin de recueillir les différentes demandes de subvention. Après étude des dossiers et dans la limite de l'enveloppe prévue au budget primitif 2020, il est proposé de procéder à l'attribution d'une subvention aux associations ou structures suivantes :

- HARPEGES,
- Médiation 06,
- Médiation Mosaïque,
- Sophia Loisirs Vie (SLV) (Maison des Services Au Public itinérante),
- CCAS de Vallauris (Maison des Service au Public des Hauts de Vallauris),
- Centre d'Information sur les droits des femmes et des Familles (CIDFF),
- Conseil départemental d'accès au droit des Alpes Maritimes (CDAD06).

HARPEGES (anciennement HARJES) réalise au sein des trois antennes de justice d'Antibes, Vallauris et Valbonne-Biot des permanences d'aides aux victimes d'infraction pénale et d'aide à la rédaction de documents administratifs.

Les deux actions de médiation familiale réalisées par Médiation 06 et Médiation Mosaïque permettent l'intervention d'un tiers dans le cadre d'une séparation ou d'un divorce pour un règlement à l'amiable.

Les Maisons des Services Au public (MSAP) déployées sur le territoire moyen et haut pays et au sein du quartier prioritaire de Vallauris ont pour mission d'apporter un soutien quant à l'accès aux services publics aux personnes qui en sont privées, soit en raison d'un isolement géographique ou de contraintes de mobilité, soit en raison d'une rupture avec les usages numériques imposés pour l'accès à ces services.

Dès septembre 2020, la MSAP itinérante portée par l'association Sophia Loisirs Vie sera d'ailleurs candidate au label « Maison France Service » ce qui sécurisera son installation et ses financements

Le CIDFF réalise, sur des questions familiales, des permanences d'information juridique au sein de l'antenne de justice de Valbonne.

Le CDAD 06 met à disposition des habitants de la CASA des permanences de notaires et d'avocats généralistes ou spécialisés en droit du travail. Ces permanences se tiennent au sein des 3 antennes de justice de façon gratuite et anonyme.

En raison de la crise du Covid-19, de nombreuses associations ont dû cesser leurs activités ou reporter des projets, dont certains sont subventionnés par l'Etat, les collectivités territoriales ou d'autres acteurs publics. Le Premier Ministre a souhaité rappeler que l'Etat doit les soutenir et a incité les autres autorités publiques à faire de même.

Ce 6 mai 2020, une circulaire n° 6166/SG est venue rappeler les règles applicables à toutes les autorités administratives et définir les règles de bonnes pratiques de gestion des subventions pour l'Etat et ses établissements publics.

Il est ainsi prévu que l'autorité administrative pourra inciter l'association à décaler le projet et vérifiera l'importance des sommes engagées par rapport au montant de la subvention.

La CASA a d'ores et déjà interrogé chacune de ces associations pour connaître plus précisément l'impact de la crise du Covid-19 sur leur activité en 2020.

Ces associations ont ainsi eu à réorganiser leurs interventions en leur donnant un format compatible avec les contraintes de confinements de leurs équipes et du public visé.

En matière d'accès au droit, le CDAD 06 a par exemple maintenu l'organisation de permanences dématérialisées d'avocats, réalisées par le biais de consultations téléphoniques.

Elles ont été très utiles en matière de droit du travail ; avec un nombre important de consultations tant au bénéfice d'employeurs que de salariés ayant pour sujet le recours au chômage partiel ou la rupture des contrats de travail.

Le CIDFF a également maintenu ce type de consultations juridiques en direction des femmes victimes de violences conjugales.

L'association Sophia Loisirs Vie a procédé à des prêts d'ordinateurs sur les communes de Valbonne et Vallauris dès le début du confinement. Ces dotations ont permis aux familles non-équipées d'accéder à l'enseignement à distance proposé par l'Education Nationale.

Dans un 2ème temps, et grâce à l'utilisation d'une imprimante 3D, elle a distribué gratuitement des visières aux associations et services partenaires pour permettre une reprise sécurisée de l'accueil des publics dès la fin du mois de mai.

Compte tenu des missions réalisées sur le territoire communautaire, une convention détaillée fixant à chaque association des objectifs quantitatifs et qualitatifs annuels est jointe à ce projet de délibération afin de permettre au Bureau Communautaire de délibérer sur la subvention 2020 à attribuer et prendra en compte les résultats financiers et d'activité 2019.

Considérant que les actions d'accès au droit menées par les structures HARPEGES, MEDIATION 06, MEDIATION MOSAÏQUE, Sophia Loisirs Vie, CCAS de Vallauris, CIDFF et CDAD 06 s'inscrivent dans les compétences Politique de la Ville transférées à la Communauté d'Agglomération ;

Considérant l'intérêt que représentent ces actions pour la Communauté en raison du caractère essentiel des projets ;

Vu la délibération n° CC.2020.006 du Conseil Communautaire en date du 17 juillet 2020 autorisant le Bureau Communautaire à prendre toutes décisions en matière de subvention à accorder ;

Vu les crédits qui figurent au Budget Primitif de l'année 2020 ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention aux structures HARPEGES, MEDIATION 06, MEDIATION MOSAÏQUE, Sophia Loisirs Vie, CCAS de Vallauris, CIDFF et CDAD 06 selon la répartition suivante :

Accès au droit		
Association ou structure	Action	Montant de la subvention
HARPEGES	Aides aux victimes	42 000€
Médiation 06	Médiation familiale	6 700€
Médiation Mosaïque	Médiation familiale	1 000€
SLV	MSAP itinérante	7 000€
CCAS de Vallauris	MSAP Hauts-de-Vallauris	10 000€
CIDFF	Information droit de la famille	3 500€
CDAD 06	Permanences avocats et notaires	15 000€
Total		85 200€

- d'approuver les termes des conventions de participation financière entre les associations sus-citées et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville à signer lesdites conventions et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le Chapitre « 65 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal - fonction 03 ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE

- d'octroyer une subvention aux structures HARPEGES, MEDIATION 06, MEDIATION MOSAIQUE, Sophia Loisirs Vie, CCAS de Vallauris, CIDFF et CDAD 06 selon la répartition suivante :

Accès au droit		
Association ou structure	Action	Montant de la subvention
HARPEGES	Aides aux victimes	42 000€
Médiation 06	Médiation familiale	6 700€
Médiation Mosaïque	Médiation familiale	1 000€
SLV	MSAP itinérante	7 000€
CCAS de Vallauris	MSAP Hauts-de-Vallauris	10 000€
CIDFF	Information droit de la famille	3 500€
CDAD 06	Permanences avocats et notaires	15 000€
Total		85 200€

- d'approuver les termes des conventions de participation financière entre les associations sus-citées et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville à signer lesdites conventions et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le Chapitre « 65 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal - fonction 03 ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 30 juillet 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION HARPEGES – Action « Aide aux victimes »

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par..... agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 30 juillet 2020,

Ci-après désignée **C.A.S.A.** ,

ET

L'association dénommée HARPEGES régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'aider, dans la mesure de ses moyens et de ses compétences, à la résolution de problèmes humains, dont le siège social est situé au 31-33 rue Marcel Journet - 06130 GRASSE, représentée par Monsieur Bernard SEGUIN agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **HARPEGES**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, HARPEGES exerce notamment une mission relative à l'aide aux victimes d'infractions pénales et de litiges civils, de prévention de la récidive, d'accès au droit et de médiation.

Dans ce cadre, il est prévu l'exercice et l'organisation de permanences par des intervenants qualifiés au sein des antennes de Justice d'Antibes Juan-les-Pins, de Valbonne Sophia Antipolis / Biot et de Vallauris Golfe Juan.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, HARPEGES s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'accès au droit et d'aide aux victimes d'infractions pénales ou de litiges civils, ainsi qu'une mission de médiation.

Cette mission s'exerce dans le cadre de permanences réalisées au sein des antennes de justice d'Antibes Juan-les-Pins, de Valbonne Sophia Antipolis / Biot et de Vallauris Golfe Juan qui se font selon 3 axes : l'aide aux victimes et le soutien psychologique, d'une part, et l'aide aux démarches administratives et à la rédaction, d'autre part.

Ces permanences sont assurées par des intervenants qualifiés dans ce domaine et bénéficiant d'une formation permanente assurée par l'association. A l'initiative de la C.A.S.A., HARPEGES participe ponctuellement à des manifestations sur le thème de l'accès au droit et s'engage, dans la mesure des disponibilités de ses intervenants, à accueillir des stagiaires.

Les objectifs d'HARPEGES sont les suivants :

- Accueillir, écouter, aider (psychologiquement et juridiquement), informer, orienter, accompagner des personnes victimes d'une infraction pénale ou ayant subi un préjudice dans une affaire civile ;
- Intervenir au plus près de la commission de l'infraction et chaque fois que possible, en proximité de la victime ;
- Offrir à la victime un accueil spécifique en urgence ou sur rendez-vous, et, en cas de nécessité, un déplacement en milieu hospitalier ou au domicile de la victime ;
- Offrir un soutien psychologique à la demande du juriste ou du coordinateur C.A.S.A.,
- Aider à la rédaction de courriers ou de démarches administratives pour les victimes d'infractions ou de litiges civils et, si besoin, les accompagner jusqu'au déroulement de l'instance judiciaire.

Les interventions de l'association HARJPEGES se réalisent au rythme suivant :

AJ Antibes Juan-les-Pins		
Aide aux victimes	2 permanences / semaine	+ 1 permanence tous le 15 jours
Aide à la rédaction	1 permanence / semaine	+ 1 permanence tous les 15 jours
AJ Vallauris Golfe Juan		
Aide aux victimes	2 permanences / semaine	+ 1 permanence tous les 15 jours
Aide à la rédaction	1 permanence ./ semaine	+ 1 permanence tous les 15 jours
AJ Valbonne Sophia Antipolis/Biot		
Aide aux victimes	1 permanence /semaine	
Aide à la rédaction	1 permanence /semaine	

La durée de la permanence est équivalente au temps d'ouverture du service : soit 3h30.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement HARPEGES pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2020.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 155 188 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 178 042 €.

Ces produits comprennent en conséquence ceux liés à l'occupation gratuite des locaux situés :

- Antibes : un bureau au 80 2^{ème} Avenue - Quartier Nova Antipolis ;
- Valbonne Sophia Antipolis/ Biot : un bureau au 2 Place des Amouriers - Garbejaire ;
- Vallauris : un bureau au 6 Boulevard du Docteur Jacques Ugo.

Chacun de ces bureaux est équipé d'un mobilier classique et les intervenants d'HARPEGES pourront les utiliser pour les besoins exclusifs de la permanence : un téléphone, le fax/photocopieur et le poste informatique sous la responsabilité des coordinateurs de justice et/ou des responsables d'antenne.

L'abonnement et les communications téléphoniques ainsi que les consommations liées à l'utilisation du fax/photocopieur et du poste informatique sont à la charge financière de la C.A.S.A.

Les consommations en eau et électricité sont également prises en charge par la C.A.S.A.

Le montant de cette contribution en nature est évalué à 22 854€ et fait partie des contributions volontaires en nature figurant aux produits du budget prévisionnel de l'action transmis par l'association. La contribution en nature est valorisée dans les comptes annuels de l'association.

Au terme de la convention, la C.A.S.A. transmettra les situations des dépenses de cette contribution afin que HARPEGES intègre ces éléments financiers dans le compte de résultat et le bilan final.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

HARPEGES reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A., hors coût de la mise à disposition des locaux (ou coût des contributions en nature) indiqué ci-dessus, est de 42 000 €.

En conséquence, le soutien financier total de la C.A.S.A., en tenant compte du coût de la mise à disposition des locaux (ou du coût des contributions en nature), s'élève à 64 854 €.

La subvention sera versée à compter de la date d'exécution de la présente convention

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans trimestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Bilans trimestriels – Evaluations intermédiaires

HARPEGES s'engage à fournir tous les trois mois et ce jusqu'au terme de la convention, un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif et par territoire, de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de victimes reçues pour la première fois dans le dispositif,
- Nombre de personnes aidées,
- Nombre total d'entretiens,
- Nombres de permanences effectuées,
- Nombre de soutiens psychologiques,
- Nombre de diligences effectuées en direction des partenaires (services judiciaires, de police ou de gendarmerie, avocats, officiers ministériels, services sociaux, structures hospitalières, mairies, associations etc.).

- Indicateurs qualitatifs :

- Nombre de victimes ayant la qualification de femmes victimes de violence conjugale et intrafamiliale,
- Nombre de partenaires associés et diversité des partenaires,
- Nombre de réunions d'information en direction des jeunes,
- Nombre de procédures d'urgence,
- Délai écoulé entre l'infraction et le premier contact,
- Nombre de suivis des années antérieures.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'un comité de suivi

organisé régulièrement par l'association et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par HARPEGES.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

HARPEGES s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association HARPEGES remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2021.
- Si l'association HARPEGES est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

HARPEGES devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association HARPEGES, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de

la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

HARPEGES s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

HARPEGES et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion Sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association HARPEGES s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association HARPEGES,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

Le Président,

Pour le Président,
Le Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à
la Politique de la Ville

Bernard SEGUIN

Projet n°1..

6. Budget⁵ du projet

Année 2020 ou exercice du 01/01/20..... au 31/12/20.....

Budget supplémentaire -
projet pluriannuelSuppression du budget -
projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	2 345	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	1 320	73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures	1 025	74 - Subventions d'exploitation²	155 188
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	9 363	Ministère de la Justice	81 480
Locations	2 774	FIPDR AAV	10 000
Entretien et réparation	4 185	FIPDR TGD	1 429
Assurance	1 241	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	1 163	Région SUD	18 850
62 - Autres services extérieurs	14 503	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2 195	Alpes Maritimes - TGD	1 429
Publicité, publication	522		
Déplacements, missions	8 211	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	3 575	CASA	42 000
63 - Impôts et taxes	7 556		
Impôts et taxes sur rémunération	6 029		
Autres impôts et taxes	1 527	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	94 702	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	65 964	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	27 293	Aides privées (fondation)	
Autres charges de personnel	1 445	Autres établissements publics	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières	263	76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	2 034	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement	24 422		
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	155 188	TOTAL DES PRODUITS	155 188
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE⁷

86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	6 534
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	16 320	871 - Prestations en nature	16 320
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	6 534	875 - Dons en nature	
TOTAL	22 854	TOTAL	22 854

La subvention sollicitée de10000€¹⁰⁰⁰⁰, objet de la présente demande représente6,44%^{6,44} du total des produits du projet
(montant sollicité/total du budget) x 100.

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION MEDIATION 06

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée paragissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 30 juillet 2020,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET

L'association dénommée MEDIATION 06 régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de créer et de promouvoir la médiation familiale, dont le siège social est situé 7 avenue des Frères Roustan, les Florales, Bât A 06600 ANTIBES, représentée par Madame Michèle BRUYERE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **MEDIATION 06**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, MEDIATION 06 exerce notamment une mission de médiation familiale et médiation parents - adolescents afin de promouvoir une coparentalité efficace.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Ainsi, il est prévu l'exercice et l'organisation de permanences par des intervenants qualifiés au sein de l'Antenne de Justice d'Antibes Juan-les-Pins

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, MEDIATION 06 s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de médiation familiale et de médiation parents - enfants dans le cadre de permanences réalisées dans l'Antenne de Justice d'Antibes Juan les pins. Les permanences de médiation familiale réalisées dans les antennes portent sur de l'information ; les séances de médiation familiale se font au siège de l'association à Antibes.

Les objectifs de MEDIATION 06 sont les suivants :

A l'antenne de Justice d'Antibes Juan-les-Pins

La réalisation :

- D'une permanence hebdomadaire

et

- D'une permanence tous les 15 jours.

La durée de la permanence est équivalente au temps d'ouverture du service : soit 3h00.

Une permanence en médiation familiale pénale en temps réel, sur demande du Procureur de la République et sur la base de trois heures hebdomadaires, est réalisée à l'Antenne de Justice d'Antibes Juan-les-Pins.

En cas d'annulation, les permanences sont reprogrammées un autre jour. Ces permanences sont assurées par des intervenants qualifiés dans ce domaine et bénéficiant d'une formation permanente assurée par MEDIATION 06. A l'initiative des services de la C.A.S.A., MEDIATION 06 participe ponctuellement à des manifestations sur le thème de l'accès au droit et s'engage, dans la mesure des disponibilités de ses intervenants, à accueillir des stagiaires.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement MEDIATION 06 pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2020.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 19 088 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 20 909 €.

Ces produits comprennent en conséquence ceux liés à l'occupation gratuite de locaux situés :

- Antibes : un bureau au 80 2^{ème} Avenue - Quartier Nova Antipolis ;

Les bureaux y sont équipés d'un mobilier classique et les intervenants de MEDIATION 06 pourront les utiliser pour les besoins exclusifs de la permanence : un téléphone, le fax/photocopieur et le poste informatique sous la responsabilité des coordinateurs de justice et / ou responsables d'antenne.

L'abonnement et les communications téléphoniques ainsi que les consommations liées à l'utilisation du fax/photocopieur et du poste informatique sont à la charge financière de la C.A.S.A.

Les consommations en eau et électricité sont également prises en charge par la C.A.S.A.

Le montant de cette contribution en nature est évalué à 1821€ et fait partie des contributions volontaires en nature figurant aux produits du budget prévisionnel de l'action transmis par l'association. La contribution en nature est valorisée dans les comptes annuels de l'association (comptes n° 86 et 87).

Au terme de la convention, la C.A.S.A. transmettra les situations des dépenses de cette contribution afin que MEDIATION 06 intègre ces éléments financiers dans le compte de résultat et le bilan final.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

MEDIATION 06 reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A., hors coût de la mise à disposition des locaux (ou coût des contributions en nature), est de 6 700 €.

Le soutien financier total de la CASA, en tenant compte du coût de la mise à disposition des locaux (ou du coût des contributions en nature), s'élève à 8 521 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans trimestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Bilans trimestriels –Evaluations intermédiaires

MEDIATION 06 s'engage à fournir tous les trois mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes reçues :
 - informations volontaires ;
 - informations conjointes par le Juge aux affaires familiales ;
 - médiations pénales.
- Nombre de séances :
 - informations volontaires ;
 - informations conjointes par le Juge aux affaires familiales ;
 - médiations pénales ;
 - nombre de suites en médiation à l'issue d'une information volontaire ;
 - nombre de suites en médiation à l'issue d'une information conjointe ;
 - nombre d'accords écrits ou oraux réalisés à l'issue d'une médiation pénale ;
 - nombre de retraits de plainte à l'issue d'une médiation pénale.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : des réunions se dérouleront au sein de l'association.

L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par MEDIATION 06.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

MEDIATION 06 s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association MEDIATION 06 remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2021.
- Si l'association MEDIATION 06 est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

MEDIATION 06 devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association MEDIATION 06, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

MEDIATION 06 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

MEDIATION 06 et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association MEDIATION 06 s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association MEDIATION 06,
La Présidente

Michèle BRUYERE

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice- président délégué la Cohésion Sociale et à la
Politique de la Ville

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année 2020

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	88	70 – Prestation de services CAF-MSA TJ Pénal	4 759
Prestations de services		013-Atténuation de charges	5 829
Achats matières et fournitures	88	74- Subventions d'exploitation¹¹	8 500
Autres fournitures		Contrat de ville	
61 - Services extérieurs	132		
Locations		Droit commun :	
Entretien et réparation		Etat : Ministère de la Justice	1000
Assurance	92	-	
Documentation	40	Région(s) :	
62 - Autres services extérieurs	5 138	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires pénal	198	Département : Conseil Départemental 06	800
	4 560		
Publicité, publication	54	-	
Déplacements, missions	227	Intercommunalité(s) : EPCI C.A.S.A.	6700
Formation, Supervision,	99	-	
63 - Impôts et taxes	72	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	72	-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel	4 115	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	3150	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	951	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	14	Autres privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement	2 971		
Frais financiers			
Autres	6 572		
TOTAL DES CHARGES	19 088	TOTAL DES PRODUITS	19 088
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹²			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	1 821	87 - Contributions volontaires en nature	1 821
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	1 821	Prestations en nature	1 821
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	20 909	TOTAL	20 909

¹⁰ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

¹¹ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

¹² Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION MEDIATION MOSAÏQUE

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée paragissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 30 juillet 2020,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET

L'association dénommée MEDIATION MOSAÏQUE régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de créer et de promouvoir la médiation familiale, dont le siège social est situé Résidence «le Souleihado» - 80 avenue Georges Pompidou – Quartier des quatre-chemins 06130 GRASSE, représentée par Monsieur Raymond OSEDA agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **MEDIATION MOSAÏQUE**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, MEDIATION MOSAÏQUE favorise, développe et promeut la création d'espace de médiation familiale afin de promouvoir une construction ou reconstruction du lien familial.

Dans ce cadre, il est prévu l'exercice et l'organisation de permanences par un intervenant qualifié au sein de son siège social.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, MEDIATION MOSAÏQUE s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de médiation familiale et de médiation parents - enfants dans le cadre de permanences au sein de son siège social.

Les permanences de médiation familiale réalisées portent sur de l'information et les séances de médiation familiale se font au siège de l'association à Grasse et par des déplacements personnalisés à la demande à domicile.

Les objectifs de MEDIATION MOSAÏQUE sont les suivants :

- restaurer la communication, créer ou recréer des liens lorsque les membres de la famille sont en rupture, en conflit,
- mettre en place un temps d'écoute, d'échange et de négociation permettant d'aborder les problèmes liés à un conflit familial, prendre en compte de manière très concrète les besoins de chacun, et notamment ceux des enfants,
- travailler la souffrance du conflit et préparer la reprise d'une communication dans leur intérêt et celui de leurs enfants,
- favoriser l'exercice commun de l'autorité parentale et l'affirmation d'une responsabilité durable des parents quelle que soit l'histoire de leur couple.

Ces permanences sont assurées par un intervenant qualifié dans ce domaine et bénéficiant d'une formation permanente. A l'initiative des services de la CASA, MEDIATION MOSAÏQUE participera ponctuellement à des manifestations sur le thème de l'accès au droit.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement MEDIATION MOSAÏQUE pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2020.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association MEDIATION MOSAÏQUE s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 14 759 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 14 605 €.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'association MEDIATION MOSAÏQUE reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 1 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention. La subvention sera créditée au compte de l'association MEDIATION MOSAÏQUE par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

MEDIATION MOSAÏQUE s'engage à fournir, et ce jusqu'au terme de la convention, un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre d'entretiens individuels d'information ;
- Nombre de séances de médiation familiale ;
- Nombre de suites des mesures ;
- Lieux de résidence des usagers ;
- Origine des médiations ;
- Nombre d'ordonnances et de jugements adressés par les Juges aux Affaires Familiales du Tribunal de Grande Instance (TGI) de Grasse ;
- Le nombre de personnes fréquentant le service et résidant sur le territoire couvert par la juridiction du TGI de Grasse.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Association MEDIATION MOSAÏQUE à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : des réunions se dérouleront au sein de l'association.

L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par MEDIATION MOSAÏQUE.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'association MEDIATION MOSAÏQUE s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association MEDIATION MOSAÏQUE remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2021.
- Si l'association MEDIATION MOSAÏQUE est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

MEDIATION MOSAÏQUE devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association MEDIATION MOSAÏQUE, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

MEDIATION MOSAÏQUE s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

MEDIATION MOSAÏQUE et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association MEDIATION MOSAÏQUE s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association
MEDIATION MOSAÏQUE,
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice-président délégué à la Cohésion
Sociale et à la Politique de la Ville

Raymond OSEDA

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2020

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	864	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	7 439
Prestations de services	240	013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	384	74- Subventions d'exploitation¹¹	7 020
Autres fournitures	240	Contrat de ville	
61 - Services extérieurs	1 258		
Locations	1 004	Droit commun :	
Entretien et réparation	84	Etat :	
Assurance	30	- Ministère de la Justice	3 000
Documentation	140	Région(s) :	
62 - Autres services extérieurs	1 930	- PACA	480
Rémunérations intermédiaires et honoraires	360	Département(s) : Alpes-Maritimes	540
Publicité, publication	60	-	
Déplacements, missions	480	Intercommunalité(s) : EPCI ¹² CASA	3 000
Services bancaires, autres	1 030	-	
63 - Impôts et taxes	187	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes	187	Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel	10 220	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	7 228	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	2 992	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Autres privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	0
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	14 459	TOTAL DES PRODUITS	14 459
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	146
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole	146	Dons en nature	
TOTAL	14 605	TOTAL	14 605

¹⁰ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

¹¹ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

¹² Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

¹³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION SOPHIA LOISIRS VIE (S.L.V)

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée paragissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 30 juillet 2020,

Ci-après désignée C.A.S.A.,

ET

L'association dénommée Sophia Loisirs Vie régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de favoriser l'accès à la culture, à la médiation numérique, aux loisirs, aux services et à l'intergénérationnel par le biais d'actions, d'ateliers, d'organisations et de stages pour tous les publics, dont le siège social est situé Rue de la Vigne Haute - Ferme Bermond - BP 109 - 06560 VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS, représentée par Madame Joëlle BOUHELIER agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **S.L.V.**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire et de la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, l'association Sophia Loisirs Vie, S.L.V, exerce notamment une mission relative au développement de la culture numérique et favorise le lien social à travers différentes actions culturelles et pédagogiques.

Dans ce cadre, il est prévu la gestion et l'animation d'un espace mutualisé de services au public (Maison de Services Au Public - M.S.A.P.) assurant un relais d'information et de médiation ainsi qu'un accompagnement des usagers dans les démarches administratives, situé en itinérance sur les communes du Moyen et du Haut Pays. Ces communes, dont les besoins seront étudiés en amont, devront être en capacité de mettre à disposition un local adapté à la mise en place de cette action. Elles devront parallèlement s'acquitter d'une d'adhésion de 100 € auprès de l'association S.L.V. Les communes de Cipières, Gourdon, Le Bar-sur-Loup et Opio et Tourettes-sur-Loup ont d'ores et déjà conclu une convention de mise à disposition de locaux.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association S.L.V. s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission favorisant la connaissance et l'accès aux services publics. Il assure un relais d'informations et de médiation ainsi qu'un accompagnement des usagers dans les démarches administratives et l'appropriation des outils numériques.

La Maison des Services Au Public itinérante du Moyen/Haut Pays a donc pour objet :

- De soutenir à la dématérialisation et aux usages numériques un public éloigné des services publics de proximité ; pour ce faire elle met à disposition du matériel et propose un accompagnement pour son utilisation ;
- D'accompagner les usagers dans leurs démarches en ligne : CAF, Pôle Emploi, CARSAT, et déclarations et paiement impôts sur le revenu ;
- De renforcer le partenariat avec les acteurs de l'insertion par le biais d'actions autour de l'outil informatique et numérique afin de répondre aux difficultés administratives et sociales des administrés.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'association S.L.V. pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue, pour l'année 2020.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association S.L.V. s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 59 650€ conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'association S.L.V. reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 7000€

Cette subvention sera versée à compter de la date d'exécution de la présente convention. La subvention sera créditée au compte l'association S.L.V. par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le dossier de demande de subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION INTERMEDIAIRE ET FINALE

L'association s'engage à produire auprès de la CASA **un bilan annuel** de l'action subventionnée.

S.L.V. s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de personnes reçues par la MSAP ;
- Nombre d'usagers par commune, par âge, par sexe, type de demande, réponses apportées ;
- Nombre d'interventions sur les différents volets : missions de premier niveau MSAP (CAF, Pôle emploi, MSA, CARSSAT...), cohésion sociale pour la partie PLIE, Mission Locale Antipolis et prévention Jeunesse CASA.

Indicateurs qualitatifs :

- Degré d'implication, de participation, qualité des échanges entre les usagers et les professionnels ;
- Impact individuel de l'action (au besoin à l'aide de la réalisation d'un sondage auprès des administrés ayant fréquenté la structure) ;
- Amélioration des usages numériques ;
- Obtention du label Maison France Service au cours de l'année 2020

L'analyse de ces éléments devra permettre de s'assurer que l'objet de la MSAP, tel qu'initialement défini, est bien respecté et que la réponse apportée par cette action répond de manière efficace aux besoins du territoire.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

Cette évaluation porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact de l'action ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

S.L.V. devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'association S.L.V. s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'Association S.L.V. remettra à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1er août au plus tard de l'année 2021.
- Si l'Association S.L.V. est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association S.L.V., et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

S.L.V. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, S.L.V. mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

S.L.V. et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association SLV s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'association S.L.V.,
La Présidente,

Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice-président Délégué à la Cohésion Sociale et à la
Politique de la Ville,

Joëlle BOUHELIER

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2020

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	500	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	400	74- Subventions d'exploitation⁶	58900
Autres fournitures	100	Contrat de ville	
61 - Services extérieurs	3600		
Locations	2400	Droit commun :	
Entretien et réparation	200	FNADT	15000
Assurance	1000	FIO	15000
Documentation		Région(s) :	
62 - Autres services extérieurs	1250	-dispositif Sud Lab département	2000
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication	500		
Déplacements, missions	300		
Services bancaires, autres, téléphone	450		
63 - Impôts et taxes		CASA Cohésion sociale	7000
Impôts et taxes sur rémunération,		Commune de Valbonne cyberkiosc	19900
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel	54300	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	44300	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	10000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel			
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	750
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	750
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels(fond propre)	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	59650	TOTAL DES PRODUITS	59650
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ⁷			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	10000	Prestations en nature	10000
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	69650	TOTAL	69650

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

⁷ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (C.C.A.S.) DE VALLAURIS

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 – 06606 ANTIBES représentée par M.....agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité Vice-président Délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 30 juillet 2020 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET

L'Etablissement public communal dénommé Centre Communal d'Action Sociale de Vallauris ayant pour but la mise en œuvre de la politique sociale sur la commune, situé Avenue du stade – 06220 VALLAURIS, représenté paragissant au lieu et place de l'établissement en sa qualité de Président ;

Ci-après désigné **C.C.A.S. de Vallauris**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, le Centre Communal d'Action Sociale de Vallauris est un établissement public qui exerce une mission générale de prévention et de développement social sur l'ensemble de la commune.

Dans ce cadre, il est prévu la gestion et l'animation d'un espace mutualisé de services au public (Maison de Services Au Public - M.S.A.P.), situé au cœur du quartier prioritaire des Hauts de Vallauris, assurant un relais d'information et de médiation ainsi qu'un accompagnement des usagers dans les démarches administratives.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le Centre Communal d'Action Sociale de Vallauris s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission favorisant la connaissance et l'accès aux services publics. Il assure un relais d'informations et de médiation ainsi qu'un accompagnement des usagers dans les démarches administratives.

La Maison de Services au Public des Hauts de Vallauris a donc pour objet :

- De renforcer la visibilité de l'institution publique au cœur du quartier prioritaire afin qu'elle y déploie ses missions de services à la population, dans un souci permanent de laïcité ;
- D'assurer des permanences de partenaires institutionnels et associatifs capables de répondre aux difficultés administratives et sociales des habitants du quartier ;
- De développer des actions de médiations sociales, d'information sur la laïcité et le « vivre ensemble ».

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement le C.C.A.S. de Vallauris pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2020.

Durant cette période, le C.C.A.S s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔÛTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 62 329 €, conformément au budget prévisionnel transmis.

Le C.C.A.S de Vallauris s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'exercice.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

Le C.C.A.S. de Vallauris reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 10 000 €.

Cette subvention sera versée à compter de la date d'exécution de la présente convention. La subvention sera créditée au compte du C.C.A.S. de Vallauris par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le dossier de demande de subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION INTERMEDIAIRE ET FINALE

Dans le cadre d'un comité de suivi des financeurs de la MSAP, réuni au moins une fois dans le courant de l'année, le C.C.A.S de Vallauris s'engage à communiquer un bilan annuel de son activité mentionnant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs spécifiques à chaque action :

▪ Quantitatifs :

- Nombre d'utilisateurs par tranche d'âge, par statut (actif ayant un emploi, inactif, demandeur d'emploi, étudiant) par genre, reçus à la MSAP,
- Nombre de partenaires par thématique, ayant des permanences à la MSAP,
- Nombre d'ateliers collectifs par an, organisés par la MSAP,
- Nombre de réorientations vers le C.C.A.S de Vallauris, la MSD, Relais de femmes, l'EVS, IGS, les autres services de la mairie, le service politique de la ville,
- Nombre de réunions de coordination avec les acteurs du secteur social,
- Nombre d'ateliers informatiques développés et animés par la MSAP.

▪ Qualitatifs

- Evolution de la nature des demandes par grandes thématiques,
- Dans la perspective de procéder à une évaluation/régulation, qualité des échanges sur les bénéfices de l'action vis-à-vis des utilisateurs en lien avec les principaux partenaires locaux (services de l'Etat, des collectivités locales et les associations).

L'analyse de ces éléments devra permettre de s'assurer que l'objet de la MSAP, défini initialement, est bien respecté.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

Le C.C.A.S. de Vallauris s'engage :

A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles. Celui-ci définit le champ d'application de la comptabilité M22 qui s'applique aux établissements et services du secteur médico-social.

Sont concernés :

*« Les établissements ou services, dénommés selon les cas centres de ressources, centres d'information et de coordination ou **centres prestataires de services de proximité, mettant en œuvre des actions de dépistage, d'aide, de soutien, de formation ou d'information, de conseil, d'expertise ou de coordination au bénéfice d'utilisateurs, ou d'autres établissements et services** ».*

Plus particulièrement, le C.C.A.S. de Vallauris remettra à la C.A.S.A. ses comptes administratifs, sous un mois après leur vote. En outre, il communiquera une version détaillée et analytique de ses comptes annuels. Ce dernier est réalisé par la direction financière de la commune, conformément aux règles budgétaires M22.

Le C.C.A.S de Vallauris s'engage à fournir le compte rendu financier propre à l'exercice, signé par la Présidente ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation.

Si le C.C.A.S. de Vallauris est soumis à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par le trésorier principal, il s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par le C.C.A.S. de Vallauris, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

La C.C.A.S. de Vallauris s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, le C.C.A.S. de Vallauris mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

La C.C.A.S. de Vallauris et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), Le CCAS de Vallauris s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Il s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour le Centre Communal
d'Action Sociale de Vallauris,
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice-président Délégué à la Cohésion Sociale
et à la Politique de la Ville

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2020

CHARGES	MONTANT ¹⁰	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	1750	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	1400	74- Subventions d'exploitation ¹¹	
Autres fournitures	350	Participation Etat emploi d'avenir	0
		Contrat de ville	
61 - Services extérieurs	7210	CASA	10 000
Locations	1200	Droit commun :	
Charges locatives et de copropriété	3800		
Maintenance divers (coût copies)	930	Etat : FNADT	30 000
Assurance	980	-	
Prestation à caractère medico-social	300	Région(s) :	
62 - Autres services extérieurs	2 600	-	
Frais de télécommunications	2 600	Département(s) :	10 000
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions		Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	
Services bancaires, autres		-	
63 - Impôts et taxes		Commune(s) :	12 329
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel	48 319	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	34 438	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	13 881	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Autres privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements	2450	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	62 329	TOTAL DES PRODUITS	62 329
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
TOTAL	62 329	TOTAL	62 329



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION C.I.D.F.F.

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée paragissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 30 juillet 2020 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Association dénommée Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (C.I.D.F.F.) régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de développer l'information et de favoriser l'accès au droit pour les femmes et le public en général, dont le siège social est situé 33 Avenue Jean Médecin – Bât. B 06000 Nice, représentée par Madame Frédérique GREGOIRE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **C.I.D.F.F.**

EXPOSE

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, le C.I.D.F.F. exerce notamment une mission d'accès au droit pour le public en général et les femmes en particulier, de promotion d'égalité des chances entre hommes et femmes.

Dans ce cadre, il est prévu l'organisation de permanences d'accueil et d'accompagnement juridiques hebdomadaires effectuées par une informatrice juridique qualifiée au sein de l'antenne de Justice de Valbonne Sophia Antipolis / Biot.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le C.I.D.F.F. s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, **une mission d'accès au droit dans le cadre de permanences réalisées au sein de l'Antenne de Justice de Valbonne Sophia Antipolis / Biot.**

Les objectifs du C.I.D.F.F sont les suivants :

- La mise en œuvre d'une permanence au sein de l'Antenne de Justice de Valbonne /Sophia Antipolis/Biot (sur la base d'un minimum de vingt et une mensuelles).
En cas d'annulation, les permanences sont reprogrammées un autre jour. Ces permanences sont assurées par une informatrice juridique spécialisée dans l'accès au droit et bénéficiant d'une formation permanente assurée par l'association.
- A l'initiative des services de la C.A.S.A., le C.I.D.F.F. participe ponctuellement à des manifestations sur le thème de l'accès au droit et s'engage, dans la mesure des disponibilités de l'intervenante, à accueillir des stagiaires.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement le C.I.D.F.F. pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2020

En cas de non-réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 11 500 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

Ces produits comprennent en conséquence ceux liés à l'occupation gratuite d'un bureau situé au sein de l'Antenne de Justice.

Ces bureaux sont équipés d'un mobilier classique et l'intervenant du C.I.D.F.F. pourra les utiliser pour les besoins exclusifs de la permanence : un téléphone, le fax/ photocopieur et le poste informatique sous la responsabilité des personnes en charge du fonctionnement et de la gestion des Antennes.

L'abonnement et les communications téléphoniques ainsi que les consommations liées à l'utilisation du fax/ photocopieur et du poste informatique sont à la charge financièrement de la C.A.S.A.

Les consommations en eau et électricité sont également prises en charge par la C.A.S.A.

Le montant de cette contribution en nature est évalué à 5000€ et fait partie des contributions volontaires en nature figurant aux produits du budget prévisionnel de l'action transmis par l'association. La contribution en nature est valorisée dans les comptes annuels de l'association.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

Le C.I.D.F.F. reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. hors coût de la mise à disposition des locaux (ou coût des contributions en nature) indiqué ci-dessus est de 3 500 €. Ce qui porte à 8500€ le montant de la contribution de la CASA à la mise en œuvre de l'action du CIDFF.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **des bilans trimestriels et un bilan annuel** de l'action subventionnée.

6.1 Bilans trimestriels –Evaluations intermédiaires

Le C.I.D.F.F. s'engage à fournir tous les trois mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs sont :

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de personnes reçues dans le cadre des permanences

La juriste tient une fiche par personne reçue (âge, zone d'habitation, situations personnelle et professionnelle...), permettant d'avoir, par lieu d'accueil, une typologie du public accueilli.

L'ensemble de ces fiches sont envoyés au service statistique national du réseau de l'association, ce qui permet d'avoir une compilation des informations liées au nombre de personnes, reçues et typologie, types de demandes, suivis violences.

Ces fiches sont traitées par le service national des statistiques et compilées de manière à permettre différentes grilles de lecture.

Indicateurs qualitatifs :

- Relations partenariales avec les structures d'accueil des permanences
- Relations partenariales avec les institutions et associations complémentaires dans les accompagnements des personnes victimes de violence (TGI, services de police, services sociaux principalement)
- Nombre de situations suivies et apaisées au fil des suivis

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante :

Les bilans seront examinés dans le cadre d'un **Comité de suivi** organisé régulièrement par l'Association et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

L'Association invitera la C.A.S.A. à son **Assemblée Générale** (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le **compte-rendu** des Assemblées ainsi que son **rapport moral, d'activité et financier**.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par le C.I.D.F.F.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

Le C.I.D.F.F. devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

Le C.I.D.F.F. s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association C.I.D.F.F. remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2021.
- Si l'association C.I.D.F.F. est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association C.I.D.F.F., et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

Le C.I.D.F.F. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

Le C.I.D.F.F. et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association C.I.D.F.F.
La Présidente

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice-président Délégué à la Cohésion
Sociale et à la Politique de la Ville,

Frédérique GREGOIRE

Projet n°....

6. Budget⁵ du projet

Année 2020 ou exercice du au

Budget supplémentaire -
projet pluriannuelSuppression du budget -
projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	100	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	100	73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation²	11 500
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	200	DDCS (BOP 137, 104, 177)	5 000
Locations		FIPD	3 000
Entretien et réparation			
Assurance	100	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	100		
62 - Autres services extérieurs	1 700	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	400		
Publicité, publication	100		
Déplacements, missions	1 200	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres		CASA	3 500
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	9 500	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	7 000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	2 500	Aides privées (fondation)	
Autres charges de personnel		Autres établissements publics	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	11 500	TOTAL DES PRODUITS	11 500
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE⁷

86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	5 000	871 - Prestations en nature	5 000
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	5 000	TOTAL	5 000

La subvention sollicitée de 6500 €, objet de la présente demande représente 60,00% du total des produits du projet
(montant sollicité/total du budget) x 100.

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT DES ALPES-MARITIMES

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée paragissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 30 juillet 2020 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

Le Conseil Départemental de l'Accès au Droit des Alpes-Maritimes, Groupement d'Intérêt Public, ayant pour but d'intervenir auprès des populations démunies d'accès au droit, dont le siège social est situé au Tribunal de Grande Instance Palais Rusca – Place du Palais 06357 NICE Cedex 4 représenté par Monsieur Marc-Jean TALON agissant au lieu et place du Conseil en sa qualité de Président, conformément aux statuts du Groupement d'Intérêt Public ;

Ci-après désigné **C.D.A.D.06,**

EXPOSE

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, le C.D.A.D. 06 exerce notamment une mission d'accès au droit et à la justice en lien avec, d'une part, le Barreau de Grasse et la Chambre Départementale des Notaires ainsi que la Chambre Départementale des Huissiers représentée.

Par délibération en date du 17 décembre 2012, le Conseil Communautaire a approuvé le principe d'adhésion de la C.A.S.A. au C.D.A.D. 06 en tant que membre associé avec voix délibérative.

Dans ce cadre, il est prévu que le C.D.A.D.06 organise au sein des trois antennes de justice communautaires des permanences juridiques gratuites, confidentielles et anonymes d'avocats. Cette mission finalise la reconnaissance du droit à une consultation juridique et à sa mise en œuvre.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le C.D.A.D. 06 s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission permettant au public concerné de bénéficier de consultations gratuites confidentielles et anonymes auprès d'avocats au sein des trois antennes de justice d'Antibes Juan les Pins, de Valbonne / Biot et de Vallauris Golfe Juan.

Ce dispositif a pour but de développer une offre d'information et d'orientation auprès de toute personne souhaitant bénéficier, en dehors de toute procédure contentieuse, d'une information générale sur ses droits et obligations.

Les objectifs du C.D.A.D. 06 sont la mise en œuvre de permanences sur les bases suivantes :

- Antenne de justice d'Antibes : L'intervention d'**avocats** se fait sur la base de **2 heures hebdomadaires** et celle d'avocat spécialisé **en droit du travail** sur la base de **3 heures mensuelles**.
- Antenne de Justice de Valbonne / Biot : Intervention d'**avocats** sur la base de **2 heures hebdomadaires**. L'intervention d'avocat spécialisé **en droit du travail** se fait sur la base de **3 heures mensuelles**.
- Antenne de Justice de Vallauris : Intervention d'**avocats** sur la base de **12 heures mensuelles**. Intervention d'avocat spécialisé **en droit du travail** sur la base de **3 heures mensuelles**.

Ces heures se définissent avec la responsable des Antennes de justice. En cas d'annulation, la permanence est reprogrammée un autre jour.

Pour parfaire ces dispositifs, le C.D.A.D. 06 délivre des bons de consultation gratuite en cabinet d'avocats qui sont distribués par les agents des antennes aux personnes dont la situation de précarité et d'urgence nécessite une prise en charge juridique immédiate. Ce dispositif est aujourd'hui priorisé pour les femmes victimes de violences intra-familiales. Ces dernières bénéficieront alors d'une consultation en cabinet avec un avocat choisi, au préalable, sur une liste de volontaires présentée lors de la remise du bon.

En matière de droit du travail, des bons pourront également être délivrés pour permettre aux bénéficiaires d'obtenir une consultation auprès d'un avocat spécialisé, membre de l'association des avocats praticiens en droit social des Alpes-Maritimes.

Le C.D.A.D. 06 intervient dans le dispositif de lutte contre les discriminations mis en place en juin 2009 dans les locaux de l'antenne de justice d'Antibes Juan les Pins et se traduit par une permanence tenue par le Délégué du Défenseur des Droits (anciennement HALDE).

Le C.D.A.D. 06 propose également pour 2020 :

- de continuer à initier ou à participer aux actions menées en faveur des mineurs en milieu scolaire et des jeunes majeurs ;
- de poursuivre le recensement des besoins en matière d'accès au droit sur le territoire communautaire.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement le C.D.A.D 06 pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2020

En cas de non-réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, le groupement s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 32 330 € conformément au budget prévisionnel transmis.

Le groupement s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 40 562 €.

Ces produits comprennent en conséquence ceux liés à l'occupation gratuite des locaux suivants :

- Antibes : un bureau situé au 80 2^{ème} Avenue - Quartier Nova Antipolis ;
- Valbonne Sophia Antipolis / Biot : un bureau situé 2 Place des Amouriers - Garbejaire ;
- Vallauris : un bureau situé 6 Boulevard du Docteur Jacques Ugo.

Chacun de ces bureaux est équipé d'un mobilier classique et les intervenants liés au C.D.A.D.06 pourront les utiliser pour les besoins exclusifs de la permanence : un téléphone, le fax/photocopieur et le poste informatique sous la responsabilité des coordinateurs de justice et/ou responsables d'unité.

L'abonnement et les communications téléphoniques ainsi que les consommations liées à l'utilisation du fax/ photocopieur et du poste informatique sont à la charge financière de la C.A.S.A.

Les consommations en eau et électricité sont également prises en charge par la C.A.S.A.

Les permanences tenues dans les antennes ne sont pas assurées par du personnel du C.D.A.D. 06.

Le montant de cette contribution en nature est évalué à 8 232 € et fait partie des contributions volontaires en nature figurant aux produits du budget prévisionnel de l'action transmis par le Groupement. La contribution en nature est valorisée dans les comptes annuels du groupement (comptes n° 86 et 87).

Au terme de la convention, la C.A.S.A. transmettra les situations des dépenses de cette contribution afin que le C.D.A.D. 06 intègre ces éléments financiers dans le compte de résultat et le bilan final.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'ensemble des professionnels du droit (avocats et notaires) intervenant au sein des antennes de justice de la C.A.S.A. dans le cadre des actions mises en œuvre par le C.D.A.D. 06, sont couverts par leur propre police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de leurs activités professionnelles.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. hors coût de la mise à disposition des locaux (ou coût des contributions en nature) indiqué ci-dessus est de 15 000 €.

En conséquence, le soutien financier total de la CASA en tenant compte du coût de la mise à disposition des locaux (ou du coût des contributions en nature) s'élève à 23 232€.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée sur le compte du groupement par mandat administratif.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

Le C.D.A.D. 06 s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans semestriels ou trimestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Bilans semestriels ou trimestriels – Evaluations intermédiaires

Le C.D.A.D. 06 s'engage à fournir des bilans semestriels, voire trimestriels si besoin, de l'action, et ce jusqu'au terme de la convention à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Un examen quantitatif et qualitatif de l'action est dressé lors de la production de son rapport annuel d'activité à la C.A.S.A., membre associé avec voix délibérative au conseil d'administration du C.D.A.D. 06.

Les indicateurs utilisés visent principalement à évaluer annuellement le nombre de personnes reçues, à préciser la nature juridique des consultations (avocats et notaires) et dans certains cas, l'enjeu de celles-ci.

Pour ce faire, depuis de nombreuses années, le Secrétariat Général du C.D.A.D. 06 traite et analyse l'ensemble des fiches renseignées par les professionnels du droit.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec le C.D.A.D. 06 à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'une réunion de travail entre techniciens du C.D.A.D. 06 et de la C.A.S.A. et organisée par le C.D.A.D. 06.

Dans le cadre de la convention constitutive du C.D.A.D.06 la C.A.S.A. est invitée par le C.D.A.D. 06 à participer au Conseil d'Administration ainsi qu'à l'Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire). Le C.D.A.D. 06 transmettra à cette occasion le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport d'activité et financier annexé du compte de résultat et du bilan.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par le C.D.A.D. 06.

Le bilan annuel sera présenté au Comité de Pilotage des Antennes de Justice organisé annuellement par la C.A.S.A. sous l'autorité du Président du TGI de Grasse et du Procureur près le TGI de Grasse.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

Le C.D.A.D. 06 devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

Le C.D.A.D. 06 s'engage :

- Conformément aux statuts du C.D.A.D. 06, le groupement est soumis au contrôle de la Cour des Comptes dans les conditions prévues par l'article 21 du 15 juillet 1982 et la loi n°94-1040 du 2 décembre 1994. Par ailleurs, les dispositions du titre II du décret n°55-733 du 26 mai 1955 portant codification et aménagement des textes relatifs au contrôle économique et financier de l'Etat sur les entreprises nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique et social et, le cas échéant, du décret n°53-707 du 9 août 1953, lui sont applicables. Le contrôleur d'Etat est le trésorier payeur général du département.

Plus particulièrement, le C.D.A.D. 06 remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, il communiquera

une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2021.
- Le C.D.A.D. 06 qui est soumis à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par le C.D.A.D. 06, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

Le C.D.A.D. 06 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, le groupement mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

Le C.D.A.D. 06 et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour le C.D.A.D.06
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice-président délégué à la Cohésion
Sociale et à la Politique de la Ville

Marc-Jean TALON

M.

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2020

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation¹⁰	
Autres fournitures		Contrat de ville	
61 - Services extérieurs			
Locations		Droit commun :	
Entretien et réparation		Etat :	
Assurance		-	
Documentation		Région(s) :	
62 - Autres services extérieurs	25 248	- PACA	2 500
Rémunérations intermédiaires et honoraires	25 248	Département(s) :	
Publicité, publication		- CG06	6 000
Déplacements, missions		Intercommunalité(s) : EPCI ¹¹	
Services bancaires, autres		- CASA	15 000
63 - Impôts et taxes	498	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	498	-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel	6 584	- CAF	1 500
Rémunération des personnels,	4 904	Fonds propre CDAD	7 030
Charges sociales,	1 652	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Autres charges de personnel	28	Autres établissements publics	300
65- Autres charges de gestion courante		Autres privées	
66- Charges financières		75 - Autres produits de gestion courante	
67- Charges exceptionnelles		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
68- Dotation aux amortissements		77 - Produits exceptionnels	
		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	32 330	TOTAL DES PRODUITS	32 330
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹²			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	8 232	Prestations en nature	8 232
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	40 562	TOTAL	40 562

¹⁰ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

¹¹ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

¹² Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 30/07/2020
Numéro : BC_2020_082
Nature : DE - Deliberations
Objet : Thématique "Accès au Droit" - Attribution de subventions aux associations pour 2020
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : Suji1Uk

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/08/2020
Identifiant : 006-240600585-20200730-BC_2020_082-DE

Acte reçu

Date : 30/07/2020
Numéro interne : BC_2020_082
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Thématique "Accès au Droit" - Attribution de subventions aux associations pour 2020
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20200730-BC_2020_082-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 14

99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_082-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_082-DE-1-1_3.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_082-DE-1-1_4.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_082-DE-1-1_5.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_082-DE-1-1_6.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_082-DE-1-1_7.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_082-DE-1-1_8.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_082-DE-1-1_9.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_082-DE-1-1_10.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_082-DE-1-1_11.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_082-DE-1-1_12.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_082-DE-1-1_13.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_082-DE-1-1_14.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_082-DE-1-1_15.PDF

N